

Fiche ressource **—  
enseignement**

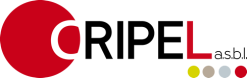


Table des matières

[Obligation scolaire 3](#_Toc464032231)

[Respect des règlements 4](#_Toc464032232)

[Liberté de choix 4](#_Toc464032233)

[Le choix de l’école 5](#_Toc464032234)

[On distingue l’enseignement officiel et l’enseignement libre 6](#_Toc464032235)

[L’enseignement officiel 6](#_Toc464032236)

[L’enseignement libre (appelé « réseau libre subventionné ») 6](#_Toc464032237)

[Le projet éducatif de l’enseignement officiel 7](#_Toc464032238)

[Le projet éducatif de l’enseignement catholique 7](#_Toc464032239)

[Le projet éducatif de l’enseignement libre non confessionnel 8](#_Toc464032240)

[Devoir d’accompagnement de la scolarité des enfants 8](#_Toc464032241)

[Le DASPA 9](#_Toc464032242)

[Gratuité et aides 10](#_Toc464032243)

[Autres services 11](#_Toc464032244)

[Les services d’accrochage scolaire 11](#_Toc464032245)

[Les équipes mobiles 12](#_Toc464032246)

[Aide à la scolarité 12](#_Toc464032247)

[Écoles de devoirs 12](#_Toc464032248)

[Droits et recours 13](#_Toc464032249)

En Belgique, la scolarité est un droit fondamental. Ce droit est consacré non seulement par la Constitution belge en son article 24, mais également par différents textes internationaux. Ainsi, la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l’enfant, ratifiée par la Belgique en 1991, prévoit en son article 28 que les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation.

# Obligation scolaire

Le mineur est soumis à l’obligation scolaire pendant une période de douze années, commençant avec l’année scolaire qui prend cours dans l’année où il atteint l’âge de 6 ans et se terminant à la fin de l’année scolaire, dans l’année au cours de laquelle il atteint l’âge de 18 ans.

Tout enfant vivant en Belgique est obligé de suivre une scolarité **entre l’âge de 6 ans et l’âge de 18 ans** (quelle que soit sa nationalité et son statut).

Le respect de l’obligation scolaire incombe aux parents (ou à la personne investie de l’autorité parentale ou à la personne qui assume la garde en fait du mineur) :

* Veiller à ce que le mineur soit inscrit dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu (public ou privé) par la Communauté française ou remplisse les conditions fixées pour l’enseignement à domicile ;
* Veiller à ce que le mineur fréquente régulièrement et assidûment l’établissement où il est inscrit.

Le non-respect de l’obligation scolaire est punissable pénalement (amendes et, dans certains cas, une peine d’emprisonnement infligées aux parents du mineur).

*« Fréquentation scolaire et absentéisme*

*Enseignement primaire*

*Toute absence injustifiée est signalée aux parents de l’élève mineur. À partir de la 10ème demi-journée d’absence injustifiée, les parents et l’élève mineur sont convoqués à l’école.*

*À partir de la 9ème demi-journée d’absence injustifiée, la direction avertit le service du contrôle de l’obligation scolaire de la Direction générale de l’enseignement obligatoire du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

*Enseignement secondaire*

*Toute demi-journée d’absence injustifiée est signalée aux parents de l’élève mineur.*

*À partir de la 10ème demi-journée d’absence injustifiée, les parents et l’élève mineur sont convoqués à l’école et la direction devra signaler cette situation d’absentéisme au service de l’obligation scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. »*

Extrait de : <http://www.jeminforme.be/index.php/enseignement-formations/enseignement-secondaire/obligation-scolaire> (page consultée le 21/03/2016).

# Respect des règlements

Chaque établissement est tenu de rédiger un **Règlement d’Ordre Intérieur** (R.O.I.) permettant d’encadrer les règles de vie quotidienne dans l’école.

Les parents doivent signer à l’inscription un document attestant qu’ils ont effectivement pris connaissance du R.O.I.

Sont, notamment, reprises dans ce document :

* Les règles appliquées en cas d’absences des élèves ;
* Les règles appliquées en cas de retards ;
* Les obligations des élèves en termes de comportements (respect des personnes et du matériel scolaire), de tenue vestimentaire... ;
* La gestion de la discipline, c’est-à-dire les mesures prises en cas de manquement aux règles de comportement (dans et aux alentours de l’école) : avertissement, retenue, renvoi temporaire, exclusion temporaire, exclusion définitive ;
* Les règles concernant les sorties de l’établissement (horaire, modalités) ;
* Les règles concernant le licenciement : c’est-à-dire le fait de permettre aux élèves de quitter l’école plus tôt que prévu dans leur horaire quand les cours ne peuvent être assurés (journée pédagogique, absence d’un enseignant…).

Le **Règlement des Études** (R.E.) a pour objectif de définir les règles selon lesquelles **l’évaluation** des connaissances, des compétences et du comportement des élèves réguliers est fondée.

Il définit également la sanction des études (certification et attestation), le fonctionnement du conseil de classe, la communication des résultats.

Il est transmis aux parents qui signent un document par lequel ils confirment en avoir pris connaissance.

# Liberté de choix

Les parents sont libres de choisir l’école dans laquelle ils veulent inscrire leur enfant que ce soit dans l’enseignement officiel ou l’enseignement libre. Seul le manque de places disponibles peut justifier le refus d’une inscription d’un élève en obligation scolaire par le chef d’établissement.

## Le choix de l’école

Le choix de l’école est important. Il est grandement lié au type d’éducation scolaire que les parents souhaitent pour leur(s) enfant(s) et donc à leurs attentes prioritaires à l’égard de l’école.

Quelle importance accordent-ils à la discipline (certains établissements sont plus stricts que d’autres), aux activités sportives, créatives, sociales (toutes les écoles n’accordent pas la même importance à celles-ci), au type d’enseignement (plus ou moins traditionnel dans la façon de donner cours), à l’ampleur des travaux à réaliser à la maison (devoirs, leçons) et au mode d’évaluation (système de notation, appréciations...), aux convictions philosophiques (école confessionnelle ou non confessionnelle)... ?

**Mais d’autres paramètres peuvent également entrer en ligne de compte dont :**

* Le coût des activités proposées aux enfants ;
* Les activités extra-scolaires ;
* La proximité géographique du domicile.

Avant d’inscrire son enfant, il peut être utile d’interroger des parents qui ont un enfant dans l’école où l’on envisage de mettre son enfant et d’en rencontrer le directeur.

**Cette rencontre avec la direction de l’école permettra de poser une série de questions relatives :**

* Au projet éducatif et au projet pédagogique (la méthode pédagogique va influencer la manière de donner cours dans les classes) ;
* Au programme des études, au règlement d’ordre intérieur, à l’horaire des cours, au montant des frais scolaires ;
* Au travail à réaliser par les élèves à domicile pendant l’année scolaire, à l’organisation des réunions de parents ;
* À l’organisation des « activités parascolaires » pour l’enseignement primaire : la gestion des garderies, c’est-à-dire la surveillance des élèves en dehors des heures de cours ; pour l’enseignement secondaire : l’organisation éventuelle d’une étude (surveillée ou dirigée) après les cours en vue de permettre aux élèves de faire leurs devoirs et étudier leurs leçons ;
* L’organisation du déjeuner (cantine scolaire, accueil des jeunes apportant un sandwich...).

Par ailleurs, certaines écoles organisent des « journées portes ouvertes » qui permettent aux parents et enfants de découvrir l’école, de rencontrer les enseignants...

Enfin, de plus en plus d’écoles disposent d’un site internet susceptible de fournir les premières informations.

## On distingue l’enseignement officiel et l’enseignement libre

### L’enseignement officiel

Il s’agit de l’enseignement organisé par les pouvoirs publics :

* L’enseignement organisé par la Communauté française : appelé « réseau Communauté française » ;
* L’enseignement organisé par les communes, les provinces et la COCOF à Bruxelles : appelé « réseau officiel subventionné ».

L’enseignement officiel est non confessionnel, il est dit « neutre ». Cela signifie qu’il n’est engagé dans aucune conception religieuse particulière et offre le choix entre un cours d’une des religions reconnues (catholique, protestante, israélite, islamique et orthodoxe) ou un cours de morale non confessionnelle.

### L’enseignement libre (appelé « réseau libre subventionné »)

On y distingue :

#### L’enseignement libre confessionnel

Il s’agit de l’enseignement organisé par des congrégations religieuses, diocèses... : la majorité des écoles de l’enseignement libre sont des écoles confessionnelles catholiques. Mais des écoles confessionnelles israélites, islamiques ou protestantes, principalement primaires, sont aussi subventionnées par la Communauté.

#### L’enseignement libre non confessionnel

Il s’agit de l’enseignement organisé par des associations. Le fait d’être « non confessionnel » signifie qu’il n’est engagé dans aucune conception religieuse particulière et offre le choix entre un cours d’une des religions reconnues (catholique, protestante, israélite, islamique et orthodoxe) ou un cours de morale non confessionnelle.

NB : Communauté française, communes et provinces, congrégations religieuses, diocèses, associations... sont appelés les « pouvoirs organisateurs », autrement dit le pouvoir qui organise l’école.

Le projet éducatif définit, dans le respect des « objectifs généraux de l’école » (voir supra), l’ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur définit ses objectifs éducatifs.

Il s’inscrit avant tout dans le cadre philosophique et/ou religieux de l’établissement. Pour rappel, chaque école primaire et secondaire belge relève d’un réseau marqué par une orientation de pensée (laïque ou religieuse).

## Le projet éducatif de l’enseignement officiel

L’enseignement public respecte aujourd’hui une neutralité qui lui est imposée par la voie des décrets de la Communauté française des 31 mars 1994 et 17 décembre 2003. Ces textes s’articulent autour de trois thèmes : l’objectivité dans la recherche de la vérité, la tolérance et la citoyenneté. Ils font explicitement référence à la Déclaration universelle des droits de l’homme, au respect de la diversité des convictions, à la prudence dans les propos qui touchent aux problèmes sur lesquels la société se divise, à l’interdiction stricte de toute forme de prosélytisme ou de militantisme...

Extraits du Décret définissant la neutralité de l’enseignement de la Communauté (31/03/1994) :

**Article 1er** - Dans les établissements d’enseignement organisés par la Communauté, les faits sont exposés et commentés, que ce soit oralement ou par écrit, avec la plus grande objectivité possible, la vérité est recherchée avec une constante honnêteté intellectuelle, la diversité des idées est acceptée, l’esprit de tolérance est développé et chacun est préparé à son rôle de citoyen responsable dans une société pluraliste.

**Article 2** - L’école de la Communauté éduque les élèves qui lui sont confiés au respect des libertés et des droits fondamentaux tels que définis par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l’homme et les Conventions internationales relatives aux droits de l’homme et de l’enfant qui s’imposent à la Communauté. Elle ne privilégie aucune doctrine relative à ces valeurs. Elle ne s’interdit l’étude d’aucun champ du savoir. Elle a pour devoir de transmettre à l’élève les connaissances et les méthodes qui lui permettent d’exercer librement ses choix. Elle respecte la liberté de conscience des élèves.

**Article 3** - Les élèves y sont entraînés graduellement à la recherche personnelle ; ils sont motivés à développer leurs connaissances raisonnées et objectives et à exercer leur esprit critique. (...)

## Le projet éducatif de l’enseignement catholique

« Le projet éducatif de l’enseignement catholique, exprimé pour aujourd’hui dans Mission de l’école chrétienne, souligne notamment l’importance de démarches essentielles, comme : respecter la raison, pratiquer la tolérance, œuvrer à plus de justice et de solidarité, avoir souci de la dignité et des droits de tous les êtres humains, favoriser l’épanouissement personnel, valoriser le sens de la gratuité et du pardon, faire l’expérience de l’intériorité et de la vie spirituelle, marquer collectivement les événements de la vie.

Le cours de religion catholique fait partie intégrante du projet éducatif de l’école catholique. Dans le cadre d’un programme approuvé par les évêques, ce cours, donné par des professeurs proposés par l’autorité religieuse, est un des lieux de contact entre l’école et la communauté ecclésiale.

Le projet éducatif du « pouvoir organisateur » se fait obligation d’adresser, dans le cadre de l’école, à tous les élèves dans leur diversité, une proposition de la foi chrétienne. Elle veut donner à la personne du Christ et à son Évangile la chance de toucher les élèves en leur en faisant découvrir le sens et la richesse. Enfin elle s’engage à favoriser la célébration de la foi dans le respect de la liberté de conscience et religieuse des élèves. »

« La spécificité de l’école chrétienne ne tient pas d’abord aux valeurs prônées, mais aux ressources mobilisées pour les fonder et les pratiquer, à savoir l’Évangile et sa tradition ».

## Le projet éducatif de l’enseignement libre non confessionnel

* Former l’élève/l’étudiant au rôle de citoyen conscient de ses droits et de ses devoirs dans une société démocratique et pluraliste au service de l’Homme ;
* Favoriser par l’exemple et expliciter clairement le respect des valeurs inhérentes au projet éducatif : l’esprit de tolérance, l’honnêteté intellectuelle, la plus grande objectivité possible, le rejet clairement justifié de tout recours explicatif à des dogmes, à l’argument d’autorité, à l’irrationnel ;
* Veiller à respecter la liberté de conscience et d’expression pour tous, pour autant que cette liberté s’inscrive dans le cadre du respect de la Constitution, de la Déclaration universelle des droits de l’homme et des Conventions Internationales relatives aux Droits de l’Homme, de la Femme et de l’Enfant ;
* Appliquer ces principes selon des méthodes pratiques de participation, propres à faire agir les élèves/étudiants dans le respect des principes exposés ci-dessus, qui sous-tendront de même les activités culturelles, sociales, folkloriques, sportives, artistiques, ludiques, etc., organisées à l’initiative des enseignants, des parents et des étudiants.

# Devoir d’accompagnement de la scolarité des enfants

L’école peut organiser plusieurs types de rencontres école-parents.

Les réunions collectives en début d’année scolaire, pour permettre à la direction de communiquer aux parents l’organisation générale et les objectifs prioritaires de l’école et de leur donner toutes les informations utiles pour le déroulement de l’année scolaire.

Les réunions en cours d’année scolaire (organisées généralement trois à quatre fois par an). Ces « visites/réunions de parents » ont pour but de permettre aux parents de rencontrer individuellement les professeurs ou le titulaire (professeur de référence pour la classe de leur enfant). À cette occasion, les professeurs font le bilan de l’apprentissage de l’enfant, commentent le bulletin en fin de trimestre (ou de fin d’année) et explicitent les décisions prises par le conseil de classe (certifications, attestations, réorientation...).

En outre, l’école peut convoquer les parents, à tout moment de l’année scolaire, pour leur communiquer et commenter une décision prise par la direction et les enseignants (une mesure disciplinaire par exemple).

Le dialogue parent-enseignant est essentiel !

De manière générale, les écoles demandent aux parents de :

* Favoriser le dialogue avec l’école autant que faire se peut ;
* Veiller à la fréquentation scolaire régulière de leur(s) enfant(s) ;
* Justifier le plus vite possible par écrit les absences de courte durée (moins de 3 jours) de leur(s) enfant(s) - et ce au plus tard le jour du retour de celui-ci à l’école - et fournir un certificat médical pour les absences de longue durée (plus de 3 jours) ;
* Veiller à ce que leur(s) enfant(s) respecte(nt) les horaires de cours et justifier par écrit tout retard éventuel ;
* Veiller à ce que leur(s) enfant(s) se conforme(nt) strictement au règlement en vigueur dans l’école ou le questionne(nt) dans des lieux et temps opportuns, le cas échéant ;
* Veiller à ce que leur(s) enfant(s) se présente(nt) à l’école dans une tenue correcte ;
* Veiller à ce que leur(s) enfant(s) obéisse(nt) et respecte(nt) autant les enseignants que le personnel de surveillance ;
* Veiller à ce que leur(s) enfant(s) dispose(nt) de tout le matériel scolaire dont il(s) a/ont besoin (une liste est généralement remise en début d’année) ;
* Signer régulièrement le journal de classe et vérifier chaque jour si les enfants accomplissent les différentes tâches qui leur sont prescrites, les soutenir dans la réalisation de ces tâches par la mise en place d’un cadre propice à celles-ci ;
* Signer les bulletins et les documents administratifs dans les délais fixés ;
* Prendre les rendez-vous (dentiste, oculiste, orthodontiste, pédiatre…) pour leur(s) enfant(s) en dehors des heures de cours ;
* Prévenir le chef d’établissement, sans délai, lorsque leur(s) enfant(s) cesse(nt) de fréquenter les cours ;
* Signaler d’urgence au chef d’établissement les cas de maladies contagieuses dont sont atteints les enfants ou les membres de leur famille résidant sous le même toit ;
* Signaler si leur enfant doit prendre des médicaments pendant les heures d’école. En dehors de ces cas exceptionnels, il est demandé, pour des raisons de sécurité, de ne pas apporter de médicaments à l’école ;
* Accompagner leur(s) jeune(s) enfant(s) jusqu’à l’école ;
* Ne pas hésiter à solliciter une rencontre avec l’instituteur (école primaire) ou le professeur titulaire de la classe de leur enfant (école secondaire) en cas de besoin, ni à les avertir en cas d’éventuels problèmes dans la famille (divorce, décès...).

# Le DASPA

Le DASPA existe dans certains établissements scolaires primaires et secondaires, destinés à accueillir des élèves étrangers arrivés récemment en Belgique.

Ce dispositif a pour but de permettre à ces élèves de s’insérer plus aisément dans le système scolaire belge, c’est-à-dire de trouver la place qui leur convient en fonction de leurs capacités et scolarité antérieure. Ceci passe, notamment, quand c’est nécessaire, par l’acquisition des bases en français (pour ceux ne connaissant pas du tout la langue) ou par une remise à niveau en français.

Les élèves peuvent y être accueillis pendant une durée allant d’une semaine à un an. Elle peut être prolongée de 6 mois maximum.

**Les conditions d’accès sont :**

* Avoir entre 2 ans et demi et 18 ans (dans la pratique, la classe-passerelle est accessible à partir de l’âge de 5 ans) ;
* Être demandeur d’asile ou accompagner une telle personne ;
* Avoir été reconnu réfugié ou accompagner un telle personne (ou bénéficier de la protection subsidiaire) ;
* Être reconnu comme apatride, avoir été reconnu apatride ;
* Être ressortissant d’un pays bénéficiant de l’aide au développement (liste OCDE).

Par ailleurs, dans l’enseignement secondaire, peuvent être également inscrits en DASPA - sans avoir la qualité de primo-arrivant (PA), les élèves qui réunissent, au moment de leur inscription dans l’établissement, toutes les conditions suivantes :

* Être âgé de moins de 18 ans ;
* Soit être de nationalité étrangère ou ayant obtenu la nationalité belge suite à son adoption, soit être reconnu comme apatride ;
* Fréquenter l’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d’une année scolaire complète ;
* Ne pas connaître suffisamment la langue de l’enseignement pour s’adapter avec succès aux activités de sa classe ;
* Avoir l’un de ses deux parents au moins (ou l’une des personnes à la garde desquelles il est confié) qui ne possède pas la nationalité belge, sauf dans le cas d’adoption.

NB : toutes les écoles n’organisent pas de classes-passerelles ou DASPA.

# Gratuité et aides

**L’accès à l’enseignement est gratuit.** Aucun minerval ne peut être réclamé aux étudiants inscrits dans des établissements d’enseignement maternel, primaire et secondaire.

Toutefois, un certain nombre de services et fournitures scolaires peuvent être payants (exemples : activités culturelles et sportives, photocopies, prêt de livres scolaires, frais d’équipements personnels...).

Les coûts peuvent être fort différents d'une école à une autre.

Tous les élèves âgés de moins de 12 ans, fréquentant un établissement scolaire, voyagent gratuitement dans les bus du TEC (bus wallons) et sur le réseau de la STIB (tram, bus, métro bruxellois).

Le TEC et la STIB proposent des formules d'abonnements scolaires.

Bourses d’études : il s’agit d’une aide financière octroyée, sous certaines conditions, aux élèves de l’enseignement secondaire et supérieur. Ses conditions sont, en septembre 2016, en cours de changement. Plus d’infos sur le site : [www.enseignement.be](http://www.enseignement.be).

# Autres services

Avant et après les cours, la grande majorité des enfants est accueillie dans le cadre de garderies scolaires.

Celles-ci peuvent être très différentes d’une école à l’autre, d’un réseau à l’autre, d’une commune à l’autre. Certaines sont ouvertes le mercredi après-midi, d’autres pas ; certaines sont payantes, souvent à un tarif relativement bas, d’autres pas (mais elles sont rares) ; certaines sont ouvertes pendant les petits congés, d’autres pas.

Parmi les dispositifs de lutte contre le décrochage et la violence en milieu scolaire, la Communauté française a institué les services d’accrochage scolaire et les équipes mobiles.

## Les services d’accrochage scolaire

Ces services accueillent et aident temporairement des élèves mineurs :

* Exclus d’un établissement d’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et ne pouvant être réinscrits dans un établissement scolaire ;
* Inscrits dans un établissement d’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et qui sont en situation de crise au sein de l’établissement ;
* Qui ne fréquentent pas l’école sans pour autant avoir été exclus d’un établissement scolaire.

Les services d’accrochage scolaire ont pour mission de leur apporter une aide sociale, éducative et pédagogique par l’accueil en journée et, le cas échéant, une aide et un accompagnement dans leur milieu familial. L’aide dont ils bénéficient leur permettra d’améliorer leurs conditions de développement et d’apprentissage.

L’objectif de chaque prise en charge est la réintégration de ces élèves, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles, dans une structure scolaire ou une structure de formation agréée dans le cadre de l’obligation scolaire.

## Les équipes mobiles

Ces équipes, composées d’intervenants extérieurs aux écoles, ont pour mission de s’occuper des problématiques entre des élèves, entre des tiers et des élèves et/ou des membres du personnel, entre des membres du personnel et des élèves ainsi qu’entre adultes au sein du personnel.

Les équipes mobiles interviennent à la demande du chef d’établissement dans l’enseignement ordinaire et spécialisé organisés par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l’enseignement ordinaire et spécialisé subventionnés.

## Aide à la scolarité

Si l’enfant éprouve des difficultés à suivre à l’école, différentes solutions existent afin de le soutenir dans son apprentissage.

Certaines écoles organisent :

* Des cours de rattrapage, de remédiation ;
* Une étude dirigée.

Par ailleurs, certains établissements disposent d’une bibliothèque mettant à la disposition des élèves tous les ouvrages leur permettant de réaliser leurs travaux scolaires. Ces bibliothèques organisent également des activités en lien avec les cours.

### Écoles de devoirs

Les écoles de devoirs (EDD) sont des initiatives extrascolaires destinées prioritairement aux enfants entre 6 et 15 ans. Elles sont indépendantes de l’école.

Les activités proposées par les EDD, seules ou en collaboration avec d’autres partenaires sont :

* L’aide aux devoirs et un soutien scolaire ;
* Des activités ludiques individuelles et collectives ;
* Des activités d’expression orale, écrite, corporelle et créatives : animations autour du livre, ateliers écriture, ateliers journal, centres de documentation scolaire, ateliers marionnettes, théâtre, sculpture, peinture... ;
* Des activités sportives ;
* Des activités extérieures : visites, excursions, théâtre, musique...

Ces activités sont proposées tout au long de l’année y compris pendant les congés scolaires.

# Droits et recours

*« En cas de désaccord avec la décision du conseil de classe, d'un professeur ou de la direction de l'établissement, les parents d'élèves ou l'étudiant majeur disposent de plusieurs possibilités de recours.*

*En Communauté française*

***Enseignement secondaire***

*Si le désaccord persiste malgré le dialogue, les parents ou l’élève majeur peuvent faire appel à la procédure interne* ***avant le 30 juin ou cinq jours après la délibération*** *pour les conseils de classe de septembre. La procédure interne est organisée par le pouvoir organisateur de l'école (instance différente de la direction). La procédure à suivre figure dans le règlement des études qui est communiqué lors de l'inscription des élèves.*

*Si la procédure interne ne suffit pas à mettre les deux parties d'accord, les parents ou l'élève peuvent faire appel au conseil de recours. Attention, ce système n'existe que pour l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Le recours doit être intenté (par recommandé) dans les dix jours qui suivent la notification de la décision prise lors de la procédure interne.*

*Toutes les informations relatives aux recours dans l'enseignement secondaire[[1]](#footnote-1) sont disponibles sur le site de l'AGERS (Administration Générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique).*

***Enseignement supérieur***

*Introduire un recours se fait toujours d’abord en interne. Les procédures de recours interne diffèrent selon le type d’établissement scolaire (université, école supérieure, enseignement artistique supérieur). Pour savoir à qui adresser votre plainte, il est conseillé de consulter les règlements de l’établissement en question.*

*Si vous n’arrivez pas à un accord par l’intermédiaire de la procédure interne, vous pouvez entamer la procédure externe. Vous pouvez alors vous adresser au Conseil d’État ou au Tribunal de première instance. »*

Extrait de : <http://www.belgium.be/fr/formation/enseignement/droits_et_devoirs/recours>, page consultée le 21/03/2016.

1. <http://www.enseignement.be/index.php?page=24607&navi=53> [↑](#footnote-ref-1)